

66^{ème} Assemblée Générale de la FNPL
Lille – 14 et 15 avril 2010

Discours de clôture du Président Henri BRICHART

Monsieur le Ministre,

Mesdames et Messieurs les Congressistes,

Chers amis,

C'est un grand plaisir, Monsieur le Ministre, de vous accueillir à notre séance de clôture de la 66^{ème} Assemblée Générale des producteurs de lait français.

J'ai bien dit « des producteurs de lait français », car, tout comme vous, nous avons le sentiment, je dirais même la conviction, d'œuvrer pour la défense de tous, même si parfois, certains ont déployé plus d'ardeur à nous déstabiliser qu'à s'investir pour la cause des éleveurs.

Mais, nous sommes tous là, ensemble, plus déterminés que jamais, pour réaffirmer que nous restons et nous resterons la force de proposition, d'action et de résultats, qui est l'essence du vrai syndicalisme et de ses valeurs.

Donc, bienvenu, Monsieur le Ministre, dans cette superbe ville de Lille que nous avons visitée hier soir grâce à l'excellent accueil de nos collègues du département du Nord que nous pouvons, encore une fois, remercier chaleureusement.

Monsieur le Ministre, une fois n'est peut être pas coutume, mais je voulais d'abord vous dire merci. Merci pour le travail que vous avez accompli depuis votre entrée en fonction, il y a tout juste 10 mois.

Ce sera mon cadeau d'anniversaire car il paraît que vous êtes né un 15 avril.

Vous vous êtes vraiment démené. Vous avez pris votre bâton de pèlerin et avez parcouru l'Europe pour chercher des alliances. Vous avez dépensé beaucoup d'énergie.

Mais je ne vais pas m'étendre davantage sur votre CV de ces 10 mois, je vous fais confiance, je suis sûr que vous saurez mieux que moi le valoriser tout à l'heure.

Vous êtes un homme politique, mais vous êtes aussi un homme d'action. Et je dois dire que je vous préfère dans la peau du second plutôt que dans celle du premier... vous le savez, j'ai déjà eu l'occasion de vous le dire.

Revenons à la question fondamentale qui nous anime : la **Politique Agricole Commune**. Enfin, ce qu'il reste de cette politique, de moins en moins agricole, et de moins en moins commune.

Nous savons, vous et nous, que le paquebot du libéralisme ne fera pas demi-tour. Il est de notre devoir, il est de notre responsabilité de dire cette vérité aux éleveurs.

Mais nous savons, vous et nous, que nous avons peut-être une chance, en conjuguant nos efforts, de le faire changer de cap, avant qu'il n'atteigne les mers emplies de récifs dans lesquelles il risque de s'éventrer.

Parce que l'enjeu est celui-ci : soit nous réussissons ensemble à dévier sa route, soit seuls ceux qui auront accès aux quelques canots de sauvetage, pourront peut-être - et je dis bien peut-être -, s'en sortir.

Nous avons beau être le pays des gaulois, il va nous falloir beaucoup de potion magique pour réussir cela.

A mon sens, la recette de cette potion consiste...

- Tout d'abord à partager étroitement les mêmes analyses (je crois que c'est le cas avec vous Monsieur le Ministre)
- Ensuite, à partager les mêmes objectifs (je pense que c'est aussi le cas)
- enfin à rester totalement unis pour les défendre (je souhaite de tout mon cœur que ça soit aussi le cas)

Monsieur le Ministre, il y a un an – vous n'étiez pas encore dans vos fonctions actuelles, mais je suis sûr que vous suiviez déjà nos débats avec attention -, notre Congrès du Mans titrait « un monde nouveau » et notre intention de relever les défis.

Nous avons analysé, nous nous sommes donné des objectifs, nous les avons défendus et nous continuons de les défendre.

Mais si ce monde nouveau doit être durablement à l'image de l'année écoulée, alors je vous le dis très clairement : ce monde-là n'est pas pour nous, ce monde là, NOUS N'EN VOULONS PAS !

Le mal dont nous souffrons aujourd'hui a pour nom « dérégulation ».

L'année 2009 a montré tous les effets néfastes, ou plutôt « dévastateurs », de cette dérégulation pour l'agriculture, et en particulier pour le secteur laitier. Des prix en chute libre, incapables de couvrir le niveau élevé des charges, et donc, des revenus en berne.

Les chiffres, cruels, sont venus de vos services, Monsieur le Ministre : moins de 9000 euros de revenu sur l'année en moyenne ! 750 euros par mois ! Près de 20% de nos collègues ayant un revenu négatif !

Le Président de la République, votre Ministère, et même Madame FISCHER-BOEL, ont certes mis la main au porte-monnaie.

Je pourrais qualifier tout cela d'insuffisant, de trop tardif,... C'est mon rôle de syndicaliste. Mais ce n'est même pas cela la question.

Celle que je pose me semble plus fondamentale : **Est-ce cela l'ambition d'une politique agricole et alimentaire qui traite les paysans avec des enveloppes d'urgence pour les faire survivre?**

Est-ce cela le monde qu'on nous promet ?

Est-ce cela le monde libéral ?

En ouvrant mon dictionnaire, je lis : « libéralisme : vient du latin *liberalis*, généreux, noble, digne d'une personne libre. »

Ce monde libéral que l'on nous montre aujourd'hui est très éloigné de tout cela, c'est celui qui préfère acheter des ambulances plutôt que de rechercher le bon vaccin !...

Cela vire au dogme et à l'absurdité.

Je croyais que l'Europe, plus vieille démocratie, mais aussi première puissance agricole de la planète, avait d'autres ambitions de société.

J'ose encore le croire, si je vous écoute, ou si j'entends Monsieur CIOLOS, notre nouveau Commissaire à l'Agriculture.

Il a récemment dit « il faut que la PAC nous rassemble, mais elle doit aussi nous ressembler ». C'est une phrase que j'aime bien.

Nous avons axé nos travaux d'hier après-midi sur la diversité. Celle de l'agriculture européenne, celle de nos paysages et de nos mode de production en France, celle de nos filières et de nos produits...

C'est cela notre richesse. C'est cela notre valeur ajoutée.

Et pourtant, tous les choix politiques de ces dernières années semblent faits pour nous affaiblir face aux modèles d'Europe du Nord.

Nous devons à tout prix conserver cette valeur ajoutée, et cela ne se fera pas sans une Politique agricole forte qui ne nivelle pas par le bas et qui ne nous mette pas tous dans un même sac.

Nous sommes à Lille aujourd'hui, nous étions au Mans l'an dernier, nous serons à Aurillac l'an prochain. Que de richesse en hommes et en produits, que de diversité, avec un point en commun, celui d'un véritable attachement à notre métier.

Nous défendons une agriculture plurielle, ancrée sur les territoires, des revenus décents, de la stabilité, de la visibilité pour les éleveurs et pour la filière.

Pour le secteur laitier, les choses sont simples. Sans instruments de régulation, sans soutiens adaptés, sans une préférence communautaire réaffirmée, nous ne pourrions plus, Monsieur le Ministre, vous accueillir dans toutes ces belles régions françaises.

Et pour tout cela, il nous faut une PAC forte

Et Une PAC forte, c'est d'abord un budget.

Une PAC forte, c'est aussi des instruments de régulation.

Une PAC forte, c'est aussi l'assurance d'un revenu décent pour les agriculteurs.

Une PAC forte, c'est celle qui permettra aux générations futures de jouir d'une alimentation saine, de qualité, diverse et respectueuse de l'environnement.

Pour le **budget**, on nous dit que nous devons nous justifier. Dont acte.

Biodiversité, puits de carbone, mises aux normes, bonnes pratiques, aménagement du territoire, biens publics, vie rurale, qualité, efficacité, santé,... Doit-on encore trouver d'autres motifs dans l'air du temps ?

On en oublierait presque un petit détail : nos concitoyens doivent se nourrir...

Comme si les produits alimentaires arrivaient spontanément dans les rayons des magasins. A moins qu'ils ne viennent tous de Nouvelle Zélande ? 2% de la production laitière mondiale...faut-il nous préparer à faire la queue dans les magasins ?

Pour la **régulation**, il semble que nous soyons presque tous d'accord. Elle est nécessaire. Mais dès que l'on creuse un peu, on s'aperçoit que le sens de ce mot revêt des notions très diverses, voire contradictoires. Etes-vous sûr, Monsieur le Ministre, que vos 21 autres collègues, qui ont répondu à l'appel de Paris le 10 décembre dernier, aient tous la même idée sur le sujet ?

Pour nous, la régulation doit éviter la volatilité des prix, néfaste du début à la fin de la chaîne, et répondre efficacement aux crises, qu'elles soient dans l'excès ou dans la pénurie.

Non seulement l'intervention doit être maintenue, mais elle doit être renforcée, plus performante, plus réactive et modulable. Nous avons évoqué ce matin des pistes qui consisteraient à la coupler avec des engagements de réduction des volumes mis en marchés.

Concernant l'export, si les restitutions venaient à disparaître, puisque nous nous sommes déjà déculottés à l'OMC, là aussi, nous devons faire preuve d'imagination. D'autres pays, qui nous donnent des leçons de libéralisme à Genève en ont de l'imagination. Pourquoi pas nous ?

Enfin, pour les **soutiens directs**, nous sommes totalement favorables à l'équité, mais surtout pas à l'uniformité aveugle.

La production laitière se concentre sur peu de surface, elle se pratique dans des zones très diverses et notamment dans des zones difficiles. Je vous rappelle que 20% des producteurs français sont dans des zones de montagne.

Il est donc primordial de tenir compte de tous ces facteurs. et vous comprendrez donc Monsieur le Ministre, notre crainte face à un DPU unique à l'hectare.

Quant aux autres instruments, tels que les systèmes assurantiels, ou encore les marchés à termes, nous nous interrogeons sur leur pertinence pour le secteur laitier. Mais nous sommes prêts à les étudier avec vos services, et à explorer toutes les pistes susceptibles de proposer un avenir à la fois aux producteurs présents mais aussi à tous les jeunes qui se préparent à rentrer dans notre métier.

Néanmoins, j'espère que vous partagerez avec moi l'idée que toute prévention vaut bien mieux que n'importe quel remède !

Monsieur le Ministre, sur ce sujet de l'avenir de la politique agricole commune, je pense que nous n'avons pas de divergence sur les objectifs ;

Mais votre tâche est ingrate : l'histoire et les producteurs ne retiendront de vous que les résultats, nullement les intentions, fussent-elles les meilleures : c'est la dure loi de votre métier !

Comme il est de votre responsabilité, en tant que ministre de la république, d'assumer les conséquences des décisions prises par vos prédécesseurs ; c'est la règle du jeu.

La désespérance du monde agricole et des éleveurs laitiers en particulier, est en très grande partie due aux évolutions successives de la PAC cautionnées par tous les gouvernements successifs, quelque soit leur étiquette politique. Vous devez donc nous aider à passer ce cap difficile.

Certes, avec le président de la république, vous avez mis en place un certain nombre de mesures mais cela reste très insuffisant.

Au moment où Nicolas Sarkozy réaffirme sa volonté de reconquérir la capacité industrielle de notre pays, les éleveurs amont d'une industrie française forte ne comprendraient pas qu'on les laisse tomber.

Alors, Monsieur le Ministre, nous avons besoin d'un plan d'adaptation de la filière, tout comme nos voisins allemands en ont mis un en place. Le secteur laitier est primordial d'un point de vue économique et d'un point de vue aménagement du territoire dans toutes les régions françaises : il mérite largement ce soutien

Je veux maintenant aborder avec vous, Monsieur le Ministre, les travaux engagés sur ce qui tournent autour de la **contractualisation**.

L'activisme de certains sur le sujet, soit pour le promouvoir, comme si c'était le remède miracle, soit pour le mettre au pilon et le diaboliser, cet activisme nous étonne.

Non pas que ce sujet soit secondaire, nous avons été parmi les premiers à l'évoquer, mais parce qu'à mon sens, on ne prend pas les choses par le bon bout.

D'abord, parce que, bien évidemment, la contractualisation n'est pas la potion magique qui nous défendra de la dérégulation et que la priorité, je l'ai expliqué, reste bien de maintenir une certaine forme de régulation à l'échelle européenne.

Ensuite parce que l'usage contractuel est déjà ancré dans nos relations avec nos collecteurs transformateurs depuis toujours. Il s'agit donc de le transcrire et de le formaliser.

Enfin parce que le vrai problème n'est pas de constituer un contrat, mais **d'établir un véritable rapport équilibré entre les éleveurs et le reste de la filière**.

Je vous rappelle quelques chiffres : 80.000 exploitations laitières en France. Quelques 300 entreprises, dont une poignée se partage 60% de la collecte, et 6 centrales d'achat pour 85% du marché.

Entre parenthèse, convenez avec moi, Monsieur le Ministre, que l'on peut s'interroger sur les effets bénéfiques du droit de la concurrence, que l'on met si souvent en avant, dans son objectif de maintenir suffisamment d'acheteurs et de vendeurs pour qu'aucun ne puisse peser sur les prix ; je vous laisse juge !

Nous sommes donc totalement dépendants de notre aval et le seul vrai sujet est la façon dont on peut peser dans les négociations avec nos acheteurs.

Nous ne voulons plus vivre ce qu'on a trop souvent vécu depuis un certain temps, c'est-à-dire une fixation unilatérale du prix par le plus fort.

Pour cela, le schéma que nous avons imaginé passe au moins par 3 filtres assurantiels pour les éleveurs :

Le premier est le rôle d'encadrement de l'interprofession. Pour nous, c'est à l'interprofession d'être le premier garant des bonnes pratiques contractuelles sur la base d'un guide et d'une commission d'examen. C'est à l'interprofession de contribuer à la transparence des marchés. C'est à l'interprofession d'établir les repères permettant d'éclairer les acteurs sur les prix et les volumes.

Le deuxième concerne directement l'organisation des producteurs. Nous devons leur permettre de se regrouper face aux entreprises, d'une manière suffisamment large territorialement, afin de formaliser l'ensemble des éléments conventionnels entre les acteurs. La fnpl et ses fédérations ont entrepris un travail qui s'avère colossal pour permettre aux producteurs d'être en position équitable vis à vis de nos acheteurs.

Le double défi de la volatilité des différents produits laitiers et de la non-concurrence entre producteurs nous impose de nous rassembler dans des périmètres les plus larges possibles : c'est ce que j'aime appeler l'assurance sans cotisation.

Alors, mes amis, mettons de côté les historiques qui, bien souvent, nous empoisonnent la vie ou les quelques euros de complément de prix que certains peuvent toucher : c'est tous ensemble que nous nous en sortirons ou c'est tous ensemble que nous coulerons.

Le troisième enfin, c'est vous, monsieur le Ministre. C'est la Puissance publique et sa capacité à légiférer. Je suis sûr que, dans ce domaine, vous allez nous aider et nous être d'une grande utilité.

Un premier pas avait été fait avec votre prédécesseur sur le rôle d'éclairage des marchés de notre interprofession. Mais cela n'est pas suffisant.

Nous devons obtenir du **Groupe d'Experts à Haut Niveau** qu'il fasse des propositions concrètes pour garantir et conforter l'interprofession.

Il faut qu'il nous trouve les exceptions nécessaires au droit de la concurrence pour permettre aux éleveurs de s'organiser collectivement face au reste de la filière.

Il faut qu'il nous apporte toutes les garanties de transparence sur les marchés.

J'ai écrit récemment au Commissaire chargé de la concurrence, Monsieur Joaquin ALMUNIA, et au Commissaire Dacian CIOLOS, pour les alerter sur ces enjeux.

Monsieur CIOLOS a dit qu'il serait en mesure d'apporter des solutions, en marge des discussions sur la réforme de la PAC, et ce, avant la fin de l'année.

Je m'en réjouis.

Je compte sur vous et sur vos services pour défendre avec conviction ces questions primordiales au sein du GHN et pour que des avancées substantielles aboutissent.

Je compte également sur vous, pour que, dans le cadre de la **Loi de modernisation Agricole**, vous nous donniez les instruments nécessaires pour que notre Interprofession fonctionne et que le cadre contractuel soit clairement établi.

L'interprofession laitière est une belle réalisation.

Elle a beaucoup de charme.

Elle a ses courtisans, elle a ses détracteurs. Ce sont d'ailleurs parfois les mêmes...

Quand je regarde le travail accompli – nous avons son rapport d'activité dans nos mallettes – je dois dire que j'en retire une certaine fierté.

Mais tout cela reste extrêmement fragile et je vous le répète, Monsieur le Ministre, adoptons le bon rythme et faisons les choses dans l'ordre ;

Une bonne organisation des producteurs et un cadre réglementaire et opérationnel au niveau interprofessionnel sont les préalables à toute formalisation des contrats.

J'ai bien entendu l'impatience des pouvoirs publics sur le sujet et vous avez d'ailleurs évoqué la mise en place d'une expérimentation dans certaines régions ; mais soyons clair, nous avons tous, vous comme nous un certain nombre de travaux indispensables à réaliser avant.

Alors ne nous jeter pas dans la gueule du loup, je vous en prie, sinon nous nous défendrons.

Sans transition mais peut-être avec un peu d'expérience quand on parle du loup, je voudrais aborder maintenant la problématique du prix du lait et revenir sur le dorénavant célèbre accord du 3 juin.

Je le redis, ici, solennellement, la FNPL n'a aucun regret de l'avoir signé, c'est tout le contraire ;

Pour preuve, certains qui l'avaient tant combattu se sont émus d'une éventuelle non-application pour ce deuxième trimestre

Mais l'histoire est un éternel recommencement

Nous avons réussi, encore pour ces mois-ci et vous y avez participé Monsieur le Ministre. Mais beaucoup de travail nous attend pour trouver les adaptations nécessaires. Celles-ci devront être équilibrées, et prendre aussi en compte nos propres problématiques.

Je vais être très clair : nous en avons assez de ces entreprises dont le seul objectif est d'appuyer sur la tête des producteurs pour les maintenir au bord de la noyade

Nous en avons assez de ces dirigeants qui nous font des grands discours sur les bienfaits de la loi du marché à la seule condition que cette même loi ne s'applique pas à eux-même et à leurs actionnaires.

Nous en avons assez de ces leçons de moral sur cette PAC protectrice qui n'aurait eu pour seul effet que de protéger ceux qui n'étaient pas adaptés au monde dans lequel nous vivons ; comme si les premiers bénéficiaires, en particulier dans leur développement, n'avaient pas été ces grandes entreprises, championnes maintenant du libéralisme.

Alors, attention

Les producteurs ne se laisseront pas asservir, les producteurs combattront toutes celles et tous ceux qui contribueront à dévaloriser notre production

Distributeurs, transformateurs, le prix du lait aux producteurs en 2010 doit sensiblement augmenter ;

Il y va de notre survie mais il y va également de votre avenir. Tenez le vous pour dit.

On nous parle beaucoup compétitivité. Je répète qu'il s'agit d'une chose complexe, qu'il convient d'analyser, et qui ne peut se résumer au simple coût de la matière première.

Nous sommes prêts à y travailler, mais que cela soit clair : **nous ne tiendrons pas le rôle de variable d'ajustement pour alimenter les profits de quelques uns.**

Il est clair que le prix du lait ne peut se décréter, et qu'il dépend des marchés.

C'est pour cela que nous devons conjuguer nos efforts pour en tirer la meilleure valorisation possible.

C'est d'ailleurs pour cela que nous avons créé en septembre dernier, l'estampille « **Éleveurs Laitiers de France** ».

Elle s'appuie sur l'image des hommes et des femmes à l'origine du produit, leur proximité, leur attache locale, leur mode de production. Nous avons déjà un certain succès dans le lait de consommation. Le concept semble d'ailleurs faire des émules. Mais je pense sincèrement que nous devons passer à la vitesse supérieure et travailler non seulement avec la filière, transformation et distribution, et avec davantage de produits ;mais aussi avec les collectivités territoriales, responsables d'une partie des marchés de la restauration hors domicile : on ne peut pas dans les réunions électorales nous dire qu'on nous aime et en même temps à l'époque où le développement durable prend toute son importance, garnir les cantines scolaires de produits venant de l'autre bout du monde. Je lance donc un appel à tous pour se rallier à cette démarche qui ne peut qu'être bénéfique pour tous.

Nous sommes également convaincus que la question du prix du lait ne peut plus se raisonner sans une **approche de filière sur les volumes mis en marchés.**

Chaque entreprise a ses propres débouchés valorisants. La production doit s'adapter à cette donne.

Les quotas nous avaient exonérés de cette réflexion.

Même avant la date fatidique du 31 mars 2015, la précédente Commission a inventé l'atterrissage en douceur...qui consiste à augmenter aveuglément les références de chaque pays pour rendre la maîtrise de l'offre totalement inopérante, bien avant 2015.

Permettez-moi, Monsieur le Ministre, d'exprimer ma colère face à ces inventions technocratiques.

S'il s'agit de changer les règles du jeu pour augmenter la compétitivité de ceux qui ont spéculés sur une valeur artificielle du droit à produire, je dis que cela commence à bien faire.

On veut s'organiser et on nous oppose le droit de la concurrence. On veut collectivement encadrer les prix et on nous attaque pour entente illicite, on veut faire coller les volumes au marché et on nous regarde comme des perdants,...

Pendant ce temps, on laisse des monstres monopolistiques se créer, on augmente les quotas pour blanchir la spéculation, on laisse des centrales d'achat transfrontalières se créer...Cela suffit !

Pardonnez mon emportement, mais il y a des moments où on se demande si l'Europe n'est pas conduite par une poignée d'extrémistes éblouis par un bourrage de crane d'ultralibéralisme.

Mais cela ne veut pas dire que nous baissons les bras, bien au contraire. Il nous appartient d'être inventif et offensif sur le sujet.

Nous en avons largement débattu hier, et nous sommes prêts à engager la réflexion sur un système qui engage la filière française sur une production de base en lien avec notre valorisation, à laquelle pourrait s'ajouter un autre volume nous positionnant sur les marchés des produits industriels ou les marchés en développement.

Mais nos préalables dans cette discussion tiennent en quelques mots, mais lourds de sens pour nous : transparence, prix sécurisé sur le volume de base, encadrement interprofessionnel.

Je suis sûr que nous sommes capables de trouver nos solutions, permettant de conjuguer, à la française, développement, compétitivité, valorisation et prix rémunérateurs.

Sur tous ces sujets, contractualisation, prix du lait et volume, il convient que nous producteurs soyons unis et que nous puissions avancer ensemble.

C'est la raison pour laquelle, comme je l'ai fait en décembre dernier, je prendrai l'initiative dans les prochains jours, au nom de la FNPL, de proposer aux autres syndicats représentatifs, s'il le désire, un échange autour de ces questions.

La compétitivité, cela passe aussi par la **maîtrise des charges**. Nous faisons déjà beaucoup d'efforts, et nous allons les poursuivre.

Mais nous ne pouvons pas lutter contre les **distorsions** qui subsistent en Europe.

Je sais que vous y êtes déjà sensibilisé, Monsieur le Ministre, mais Il faut vraiment avancer sur ce sujet complexe et le mettre à plat.

Nous sommes prêts à y travailler avec vous, mais ce sera surtout à vous et à vos collègues des autres pays d'en trouver les remèdes. On ne peut pas vouloir un marché unique et loyal, sans avoir des règles communes.

De même, la maîtrise des charges passe aussi par notre propre réglementation en matière environnementale ou sanitaire par exemple. Nous suivons avec beaucoup d'assiduité et d'attention les **Etats Généraux du Sanitaire**.

Là aussi, nous sommes persuadés qu'avec un peu de bon sens, nous pouvons trouver des pistes d'économie.

Un exemple simple : **laissons aux éleveurs pratiquer les soins qu'ils sont parfaitement capables de faire eux-mêmes, formons-les si nécessaire, les vétérinaires auront quand même du travail, j'en suis persuadé.**

Ce dossier, Monsieur le Ministre, c'est à Paris qu'il se réglera, pas à Bruxelles et donc vous avez toutes les cartes en main.

Et du bon sens vous n'en manquez pas puisque, comme vous l'avez déclaré à Auxerre en conclusion de votre discours, nous sommes tous paysan.

Monsieur le Ministre, un dernier point avant de vous céder la parole.

Je voudrais vous dire combien nous suivons avec attention « **l'affaire Entremont** ».

Il n'est pas dans nos habitudes de nous ingérer dans les restructurations d'entreprises, mais celle-ci revêt un caractère particulier, à la fois politique et économique pour toute la filière laitière française.

Il faut que ce dossier trouve une issue. Il faut qu'il aboutisse très vite. Les 7000 éleveurs livrant à ce groupe, de même que les 4000 salariés, en ont plus que marre d'être ballotés depuis des mois et des mois.

Nous apportons tout notre soutien à Pascal Nizan et à l'AEBEA, l'association qu'il a constituée, pour son rôle actif dans la défense des éleveurs.

Je sais, Monsieur le Ministre, que vous avez déjà joué un rôle important dans les discussions, mais **je vous demande, à vous et au Président de la République, de siffler enfin la fin de la partie et de pousser les derniers récalcitrants à finaliser un projet structurant.**

Je voudrais aussi vous rappeler que d'autres producteurs sont dans une précarité inadmissible. En Rhône-Alpes, il a fallu des mois et beaucoup de sueur de la part de nos responsables régionaux pour trouver des solutions aux éleveurs de l'URCVL.

Aujourd'hui, dans le Sud-Ouest, les éleveurs du GIE Sud-Lait sont totalement livrés à eux-mêmes. Nous devons tout mettre en œuvre pour leur trouver des solutions. Nous avons une responsabilité collective. Il n'est pas imaginable de laisser des éleveurs sur le carreau.

Monsieur le Ministre, vous avez devant vous des syndicalistes engagés pleinement pour la cause de l'élevage français.

Notre combat est de plus en plus difficile parce que le monde est de plus en plus complexe et qu'il semble vouloir tourner de plus en plus vite.

Mais reconnaissez que nous n'avons jamais dérapé, ni dans la démagogie, ni dans la facilité, ni dans l'irresponsabilité.

Alors, permettez-moi au moment de conclure mon intervention, de m'adresser plus spécifiquement à mes collègues producteurs présents dans cette salle.

Mes amis, l'année 2009 a été terrible.

Elle a été terrible d'abord sur nos exploitations et les quelques signes d'amélioration perçus actuellement ne suffisent pas encore à nous redonner tout l'espoir dont nous avons pourtant tant besoin.

Elle a été terrible pour nous responsables syndicaux car, bien souvent, nous avons été blessés dans notre âme et parfois presque meurtris dans notre corps.

Elle a été terrible par toutes les questions que nous nous sommes posées, toutes les remises en cause qui nous ont assaillis.

Alors, avons nous fait preuve de suffisance ? Je ne le crois pas.

Avons nous péché par autosatisfaction ? Je n'en suis pas persuadé

Nous sommes nous trompés de chemin ? Assurément non !

Où sont les responsables qui se sont pris en main pour que les livreurs de Nestlé, en Thiérache ne se retrouvent pas sans débouché ?
Ils sont dans cette salle.

Où sont les responsables qui depuis des mois essaient de fédérer les livreurs Entremont et se préoccupent de leur avenir ?
Ils sont dans cette salle.

Où sont les responsables qui, en fin d'année dernière, ont pris leur bâton de pèlerin et ont retroussé leurs manches pour recaser les producteurs de l'URCVL ?
Ils sont dans cette salle.

Où sont les responsables qui, dans un contexte très difficile, se battent pour donner des perspectives aux adhérents du GIE sud-lait ?
Ils sont dans cette salle.

Cette route, nous la construisons, ensemble, depuis notre congrès de Dijon en 2006.
Elle est difficile, semée d'embûches ; parfois nous sommes découragés, nous avons envie de rebrousser chemin.

Mais je vous en conjure, ne renonçons pas ; poursuivons notre combat.

A Chopin, je préfère Dvorak :
A la marche funèbre, je préfère la symphonie du nouveau monde...ou encore mieux, la Symphonie de l'Espoir.

Je vous le dis, il y a un avenir pour les producteurs de lait partout en France. Des opportunités s'ouvriront devant nous, soyons en sûrs même si ce ne sera pas facile tous les jours.

Alors croyons en l'avenir, Fiers de nos valeurs, Forts de notre unité, projetons-nous vers demain.

C'est uniquement de cette manière que nous serons en capacité d'assurer un avenir à tous les producteurs de lait français de Lille à Toulouse et de Brest à Strasbourg.

Et ils comptent sur nous !

Merci de votre attention